

**Université du Québec à Montréal
Département de science politique
Session Hiver 2026**

**POL 4762 – 40
Politique de finances publiques
Jeudi 9h30-12h30**

Chargé de cours : Sylvain Zini

Bureau : A- 1518

Courriel : zini.sylvain@uqam.ca

Disponibilités : lundi de 13h00 à 13h45.

Description

Ce cours a pour but de permettre aux étudiants d'acquérir les connaissances nécessaires à l'étude et à l'analyse des politiques de finances publiques, de ses concepts fondamentaux et des principales notions qui lui sont liées. Il vise aussi à les rendre capables de comprendre les divers contenus économique, politique et sociopsychologique du Discours du budget, d'en identifier les principales parties et d'en refaire le schéma. Les enseignements s'appuieront surtout sur les cas du gouvernement du Canada et du gouvernement du Québec. La matière du cours sera organisée autour de la définition du concept de finances publiques et autour des notions de revenu, de dépense, de déficit et de dette. Il sera aussi question de l'incidence du fédéralisme sur l'élaboration et la gestion des politiques de finances publiques; - des politiques économique, budgétaire et fiscale; des principes, des règles et des principaux acteurs; - du cycle budgétaire et des principales nomenclatures des crédits de dépenses publiques.

Objectifs du cours

1. Comprendre les tenants et aboutissants des processus budgétaires des gouvernements, en particulier au Québec et au Canada
 2. Comprendre les débats politiques et idéologiques qui marquent la gestion et l'analyse des finances publiques.
 3. Identifier les principales sources de revenu et de dépense des gouvernements, en particulier au Québec et au Canada, mais aussi avec des comparaisons internationales
 4. Comprendre la dynamique de l'équilibre ou du déséquilibre budgétaire.
 5. Identifier les impacts de la mondialisation sur la gestion des finances publiques.
-

Organisation des enseignements

Les séances prendra la forme d'un cours magistral en mode hybrides. Le détail des séances et leur modalité (en classe ou en ligne) est disponible dans le calendrier ci-dessous (section « Organisation de la session »). En plus des séances en direct, des modules de formations enregistrées seront mises en ligne à la disposition des étudiant-e-s. La participation des étudiant-e-s est vivement encouragée. De nombreux cas tirés de l'actualité seront utilisés afin de mieux comprendre la matière.

Matériel

Manuel :

Lectures obligatoires :

Pierre P. Tremblay (2012). *L'Argent de l'État, pourquoi et comment, tome 1 - Le revenu*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Pierre P. Tremblay (avec la collaboration de Marc-André Houle) (2016). *L'Argent de l'État, pourquoi et comment, tome 2 - La dépense*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

Une commande a été passée à la coop. Un des deux volumes n'est plus disponible en version papier. Toutefois, les deux livres sont aussi en vente en format électronique en ligne (site des PUQ).

Lectures complémentaires : bibliographie en ligne sur Moodle.

Modes d'évaluation

Un examen intra à faire à la maison	30 %
Un examen final en classe	30 %
Un travail pratique (étude de cas)	40 %

L'examen intra consistera en un examen avec questions à développement à faire à la maison sur Word. Il portera sur le contenu des séances 1 à 7. Distribué le 26 février. Remise le 12 mars en ligne

Pour l'examen final vous aurez droit à vos notes de cours; vos livres et un ordinateur. Examen en classe durant les heures de cours (3h00 au total). L'examen portera sur le contenu des séances 9 à 14.

Le travail pratique sera à faire à la maison. Concernant le travail pratique, il sera possible, mais non obligatoire, de le faire en équipe de deux (maximum). Le travail pratique consistera en l'étude du budget d'un gouvernement pour une année donnée. Date de remise du TP : 14 avril en ligne.






Des consignes spécifiques seront disponibles sur moodle pour chacune des évaluations.

Modalité de remise de tous les travaux (sauf l'examen final): une plateforme de remise des travaux en ligne sera mise à disposition pour les étudiant-e-s. La remise sera pour le jour indiqué, avant 23h55.

Rappel : selon la résolution **DSP-2023-2024-41** du département de science politique de l'UQAM : « L'utilisation de textes produits par des agents conversationnels d'intelligence artificielle (IA) est interdite sauf si expressément autorisée par l'enseignante, l'enseignant, auquel cas elle doit être mentionnée, expliquée et justifiée. »

Toutes utilisation d'instrument d'intelligence artificielle générative (IAg) sera donc strictement balisée et les consignes présentées dans les documents pédagogiques liés à chacune des évaluations devront être rigoureusement respectée et ce, dans le cadre des règles érigées dans le règlement 18 de l'UQAM, tel qu'énoncé à la page 8 de ce plan de cours.

Organisation de la session :

Légende du calendrier :		
 Séance en présentiel sur le campus	 séance à distance synchrone	 congé
 Séance en ligne, asynchrone	 remise d'un travail sur moodle	

Semaine 1 : 15 janvier	Introduction
Semaine 2 : 22 janvier	Notions de finances publiques : concepts et vocabulaire
Semaine 3 : 29 janvier	Cadre général du processus budgétaire : la dimension historique (1 / 2)
Semaine 4 : 5 février	Cadre général du processus budgétaire : acteurs et étapes d'un budget (2 / 2)
Semaine 5 : 12 février	Intervenir ou ne pas intervenir : les principes sous-jacents à l'action de l'État (1 / 2)
Semaine 6 : 19 février	Intervenir ou ne pas intervenir : les principes sous-jacents à l'action de l'État (2 / 2)
Semaine 7 : 26 février	Les revenus : fiscalité et autres sources de revenus Distribution du questionnaire de l'examen intra
Semaine 8 : 5 mars. Semaine de lecture	
Semaine 9 : 12 mars	Les dépenses : les postes et la dimension structurelle Remise de l'examen intra par les Étudiant-e-s
Semaine 10 : 19 mars	La politique budgétaire : la dimension conjoncturelle
Semaine 11 : 26 mars	Déficit, dette : la question de l'équilibre budgétaire
Semaine 12 : 2 avril	Études de cas et comparaisons internationales Évaluation de l'enseignement
Semaine 13 : 9 avril	Mondialisation, concurrence et évasion fiscale (1 / 2)
Semaine 14 : 16 avril	Mondialisation, concurrence et évasion fiscale (2 / 2)
Semaine 15: 20 avril	Remise du travail pratique en ligne (pas de cours)
Semaine 15 : <u>EXAMEN FINAL</u> (23 avril)	

GRILLE DE CONVERSION
DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

À partir du trimestre de l'Été 2018

Note	Intervalle	
A+	[90 – 100]	Excellent
A	[85 - 90[	Excellent
A-	[80 - 85[	Excellent
B+	[77 - 80[	Très bien
B	[74 - 77[	Très bien
B-	[70 - 74[	Très bien
C+	[67 - 70[	Bien
C	[65 - 67[	Bien
<hr/>		
C-	[63 - 65[	Bien
D+	[61 - 63[	Passable
D	[59 - 61[	Passable
<hr/>		
E	< 59[	Échec

CENTRE PAULO FREIRE

CENTRE DE RESSOURCES
ET DE MONITORAT POUR
LES ÉTUDIANT.E.S EN
SCIENCE POLITIQUE

LOCAL R-3485

DU LUNDI AU JEUDI:
DE 11H À 16H

Facebook: Centre Paulo-Freire
Instagram: Centrepaulo
Youtube: Centre Paulo Freire



SOUTIEN À LA RÉUSSITE

Afin d'enrichir votre expérience étudiante, l'UQAM offre plusieurs services et ressources pour assurer un milieu de vie et d'étude sain, sécuritaire et bienveillant.

Soutien à la persévérance, à la réussite et au bien-être De nombreux services de soutien sont offerts pour améliorer la qualité de votre vie universitaire et soutenir votre persévérance et votre réussite.	
Ensemble des services offerts	https://portailétudiant.uqam.ca/services/
Gagner du temps et réaliser de meilleurs travaux	https://infosphere.uqam.ca/
Politique no 12 relative à la parentalité et à la proche aidance pour les personnes étudiantes	https://instances.uqam.ca/politiques/
Politique no 21 sur la santé mentale étudiante	
Politique no 44 d'accueil et de soutien des étudiantes, étudiants en situation de handicap	

Intégrité académique L'intégrité académique fait partie des valeurs fondamentales de l'UQAM qui a adopté un principe de tolérance zéro.	
Site du Règlement 18 de l'UQAM	https://r18.uqam.ca/etre-en-infraction.html

Une université exempte de harcèlement et de violences à caractère sexuel L'Université reconnaît à toutes personnes membres de la communauté universitaire le droit fondamental à un milieu de travail et d'études exempt de toutes formes de sexisme, de violences à caractère sexuel et de harcèlement.	
Sexisme et violences à caractère sexuel	https://harcelement.uqam.ca/le-bureau/politique-no-16-visant-a-prevenir-et-a-combattre-le-sexisme-et-les-violences-a-caractere-sexuel/
Harcèlement	https://harcelement.uqam.ca/le-bureau/politique-no-42-sur-le-respect-des-personnes-la-prevention-et-l'intervention-en-matiere-de-harcelement/

Respect de la liberté académique universitaire Les membres de la communauté universitaire doivent pouvoir exercer leurs activités sans contrainte doctrinale, idéologique ou morale, autant en enseignement, en recherche et en création que dans le cadre de services aux collectivités.	
Liberté académique universitaire	https://portailétudiant.uqam.ca/liberte-academique/



Tout acte de plagiat, fraude, copiage, tricherie ou falsification de document commis par une étudiante, un étudiant, de même que toute participation à ces actes ou tentative de les commettre, à l'occasion d'un examen ou d'un travail faisant l'objet d'une évaluation ou dans toute autre circonstance, constituent une infraction au sens de ce règlement.

La liste non limitative des infractions est définie comme suit :

- la substitution de personnes ;
- l'utilisation totale ou partielle du texte d'autrui en le faisant passer pour sien ou sans indication de référence ;
- la transmission d'un travail aux fins d'évaluation alors qu'il constitue essentiellement un travail qui a déjà été transmis aux fins d'évaluation académique à l'Université ou dans une autre institution d'enseignement, sauf avec l'accord préalable de l'enseignante, l'enseignant ;
- l'obtention par vol, manœuvre ou corruption de questions ou de réponses d'examen ou de tout autre document ou matériel non autorisés, ou encore d'une évaluation non méritée ;
- la possession ou l'utilisation, avant ou pendant un examen, de tout document non autorisé ;
- l'utilisation pendant un examen de la copie d'examen d'une autre personne ;
- l'obtention de toute aide non autorisée, qu'elle soit collective ou individuelle ;
- la falsification d'un document, notamment d'un document transmis par l'Université ou d'un document de l'Université transmis ou non à une tierce personne, quelles que soient les circonstances ;
- la falsification de données de recherche dans un travail, notamment une thèse, un mémoire, un mémoire-crédation, un rapport de stage ou un rapport de recherche.

Les sanctions liées à ces infractions sont précisées à l'article 3 du [Règlement no 18](#)



Vous pouvez consulter sur le site r18.uqam.ca des capsules vidéos qui vous en apprendront davantage sur l'intégrité académique et le R18, tout en vous orientant vers les ressources mises à votre disposition par l'UQAM pour vous aider à éliminer le plagiat de vos travaux.

ENTENTE D'ÉVALUATION

6.4 Modalités d'application de l'évaluation et de la notation

- a) Si un examen fait partie des modalités d'évaluation, il ne peut intervenir dans le résultat global pour plus de cinquante pour cent (50%). Les autres éléments d'évaluation ne sont pas assujettis à cette disposition ;
- b) si l'évaluation porte sur un unique travail de trimestre, la production de ce travail doit donner lieu à plus d'une évaluation et à l'attribution d'une notation d'étape ;
- c) au fur et à mesure que sont effectuées les évaluations et notations d'étape, l'étudiante, l'étudiant doit en être informé.

6.9.2 Objet de l'entente d'évaluation

Compte tenu de ces informations, une entente doit intervenir entre la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues responsable du groupe-cours et les étudiantes, étudiants inscrits à ce groupe-cours sur les aspects particuliers suivants :

- a) le nombre et les échéances des évaluations;
- b) la pondération respective des contenus ou objets d'évaluation dans l'évaluation globale.

Cette entente doit respecter les modalités et échéances déjà établies, lorsque s'effectue une évaluation commune à plusieurs groupes d'un même cours.

6.9.3 Procédure

Cette entente doit être consignée et doit intervenir dans les deux semaines qui suivent le début officiel des cours (ou dans un laps de temps proportionnel s'il s'agit d'un cours à horaire spécial). L'entente à laquelle souscrivent la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et la majorité des étudiantes, étudiants présents doit être signée par la professeure, le professeur, la chargée de cours, le chargé de cours, la, le maître de langues et par deux étudiantes, étudiants du groupe-cours qui agissent alors à titre de témoins.

RAPPEL : À partir de septembre 2014, la réserve des cours en science politique se trouve à la Bibliothèque de sciences juridiques et politiques, Pavillon Hubert-Aquin, local A-2100, au 2^e étage.

L'évaluation des enseignements:

Aux termes de l'article 1.6 de la Politique No. 23, les évaluations doivent se faire en ligne et en classe, sauf si les circonstances ne permettent pas une évaluation en ligne, auquel cas elles peuvent être faites sur papier. Étant donné que le processus doit se dérouler à la 12^e ou à la 13^e semaine de cours, ce trimestre-ci ces évaluations se tiendront entre le 23 novembre et le 6 décembre 2015) et prendre environ 30 minutes.

À noter que cela ne s'applique pas aux 2^e et 3^e cycles.

Politique n° 16 visant à prévenir et à combattre le sexisme et les violences à caractère sexuel

Les violences à caractère sexuel se définissent comme étant des comportements, propos et attitudes à caractère sexuel non consentis ou non désirés, avec ou sans contact physique, incluant ceux exercés ou exprimés par un moyen technologique, tels les médias sociaux ou autres médias numériques. Les violences à caractère sexuel peuvent se manifester par un geste unique ou s'inscrire dans un continuum de manifestations et peuvent comprendre la manipulation, l'intimidation, le chantage, la menace implicite ou explicite, la contrainte ou l'usage de force.

Les violences à caractère sexuel incluent, notamment :

- la production ou la diffusion d'images ou de vidéos sexuelles explicites et dégradantes, sans motif pédagogique, de recherche, de création ou d'autres fins publiques légitimes;
- les avances verbales ou propositions insistantes à caractère sexuel non désirées;
- la manifestation abusive et non désirée d'intérêt amoureux ou sexuel;
- les commentaires, les allusions, les plaisanteries, les interpellations ou les insultes à caractère sexuel, devant ou en l'absence de la personne visée;
- les actes de voyeurisme ou d'exhibitionnisme;
- le (cyber) harcèlement sexuel;
- la production, la possession ou la diffusion d'images ou de vidéos sexuelles d'une personne sans son consentement;
- les avances non verbales, telles que les avances physiques, les attouchements, les frôlements, les pincements, les baisers non désirés;
- l'agression sexuelle ou la menace d'agression sexuelle;
- l'imposition d'une intimité sexuelle non voulue;
- les promesses de récompense ou les menaces de représailles, implicites ou explicites, liées à la satisfaction ou à la non-satisfaction d'une demande à caractère sexuel.

Toute personne membre de la communauté universitaire contribue à maintenir une culture du respect et du consentement, notamment, en participant aux activités de formations obligatoires sur le sexisme et les violences à caractère sexuel.

Pour plus d'information :

https://instances.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/47/2019/04/Politique_no_16_2.pdf

Les personnes victimes, témoins ou informées d'une situation de sexisme, de violence à caractère sexuel, ou pour en apprendre plus sur ces enjeux, peuvent consulter le

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH)
514 987-3000, poste 0886 ; harcelement@uqam.ca; harcelement.uqam.ca

Soutien psychologique (Services à la vie étudiante)
514 987-3185 ; vie-etudiante.uqam.ca

Service de la prévention et de la sécurité :
[514 987-3131](tel:514-987-3131)

Politique n°42 sur le respect des personnes, la prévention et l'intervention en matière de harcèlement (extraits)

L'Université reconnaît à toutes les personnes membres de la communauté universitaire le droit d'être traitées avec dignité, équité et respect mutuel.

L'Université considère le respect mutuel, l'égalité, l'écoute et l'entraide comme des valeurs importantes qui favorisent l'épanouissement personnel ainsi que l'établissement de rapports harmonieux entre les personnes et entre les groupes, et qui permettent la mise en place d'un milieu sain et propice à la réalisation individuelle ou collective de sa mission universitaire.

L'Université est consciente que les situations de harcèlement ou pouvant mener à du harcèlement résultent de l'interaction de facteurs individuels, sociaux et liés au milieu de travail et d'études. Compte tenu de ces facteurs, l'Université croit que la prévention constitue le meilleur moyen pour assurer un milieu exempt de toute manifestation de harcèlement et donne ainsi priorité à la prévention.

Le « **harcèlement** » inclut notamment : le harcèlement psychologique, le harcèlement discriminatoire et le harcèlement sexuel.

Le harcèlement psychologique est une conduite vexatoire se manifestant par des comportements, des paroles, des écrits, des actes ou des gestes répétés qui sont hostiles ou non désirés, blessants ou injurieux d'une personne envers une autre et ayant pour effet de porter atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychologique ou physique d'une personne et pouvant entraîner pour celle-ci un milieu de travail ou d'études néfaste. Ces conduites vexatoires peuvent être le fait d'une seule personne ou d'un groupe de personnes.

Le harcèlement discriminatoire est lié à l'un ou l'autre des motifs sur lesquels il est légalement interdit de discriminer (le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la race, la couleur, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap) ou un motif analogue.

Une seule conduite grave peut aussi constituer du harcèlement si elle porte une telle atteinte et produit un effet nocif continu pour cette personne.

Situation pouvant mener à du harcèlement

Situation problématique qui met en jeu la dignité ou l'intégrité physique ou psychologique d'une personne et qui est susceptible de dégénérer jusqu'à devenir du harcèlement. C'est le cas notamment, mais non exclusivement, de l'abus de pouvoir ou d'autorité, du conflit et de l'incivilité. Pour éviter qu'une telle situation ne dégénère, elle doit être réglée de façon constructive, rapidement et avec respect afin de favoriser le mieux-être de chaque personne.

La politique s'applique à toute la communauté universitaire et aux partenaires externes en lien direct avec l'Université dans le cadre de leurs relations avec les membres de cette communauté. Elle s'applique à l'intérieur et à l'extérieur du campus, incluant les interactions exercées ou exprimées grâce à des moyens technologiques, tels les médias sociaux ou autres médias numériques. La politique vise également les personnes étudiantes dans le cadre de leurs activités d'apprentissage hors campus approuvées telles que les stages, en tenant compte des limites des capacités d'intervention de l'Université.

Pour plus d'information :

Bureau d'intervention et de prévention en matière de harcèlement (BIPH)
514 987-3000, poste 0886 ; harcelement@uqam.ca; harcelement.uqam.ca

Soutien psychologique (Services à la vie étudiante)
514 987-3185 ; vie-etudiante.uqam.ca

Service de la prévention et de la sécurité :
514 987-3131

POLITIQUE N° 2 SUR LA LIBERTÉ ACADÉMIQUE UNIVERSITAIRE

Le droit à la liberté académique universitaire est le droit de toute personne d'exercer librement et sans contrainte doctrinale, idéologique ou morale, telle la censure institutionnelle, une activité par laquelle elle contribue à l'accomplissement de la mission de l'Université.

Ce droit comprend la liberté :

- a) d'enseignement et de discussion;
- b) de recherche, de création et de publication;
- c) d'exprimer son opinion sur la société et sur une institution, y compris l'établissement duquel la personne relève, ainsi que sur toute doctrine, tout dogme ou toute opinion;
- d) de participer librement aux activités d'organisations professionnelles ou d'organisations académiques.

Il doit s'exercer en conformité avec les normes d'éthique et de rigueur scientifique généralement reconnues par le milieu universitaire et en tenant compte des droits des autres membres de la communauté universitaire.

En reconnaissant, en promouvant et en protégeant la liberté académique universitaire, cette politique soutient la mission de l'Université, laquelle comprend la production et la transmission de connaissances par des activités de recherche, de création et d'enseignement et par des services à la collectivité.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter la section [Liberté académique universitaire](#) sur le site enseigner.uqam.ca.